Politique de la ville

INITIATION ET SENSIBILISATION

Mercredi 18 avril 2018

Intervenants :

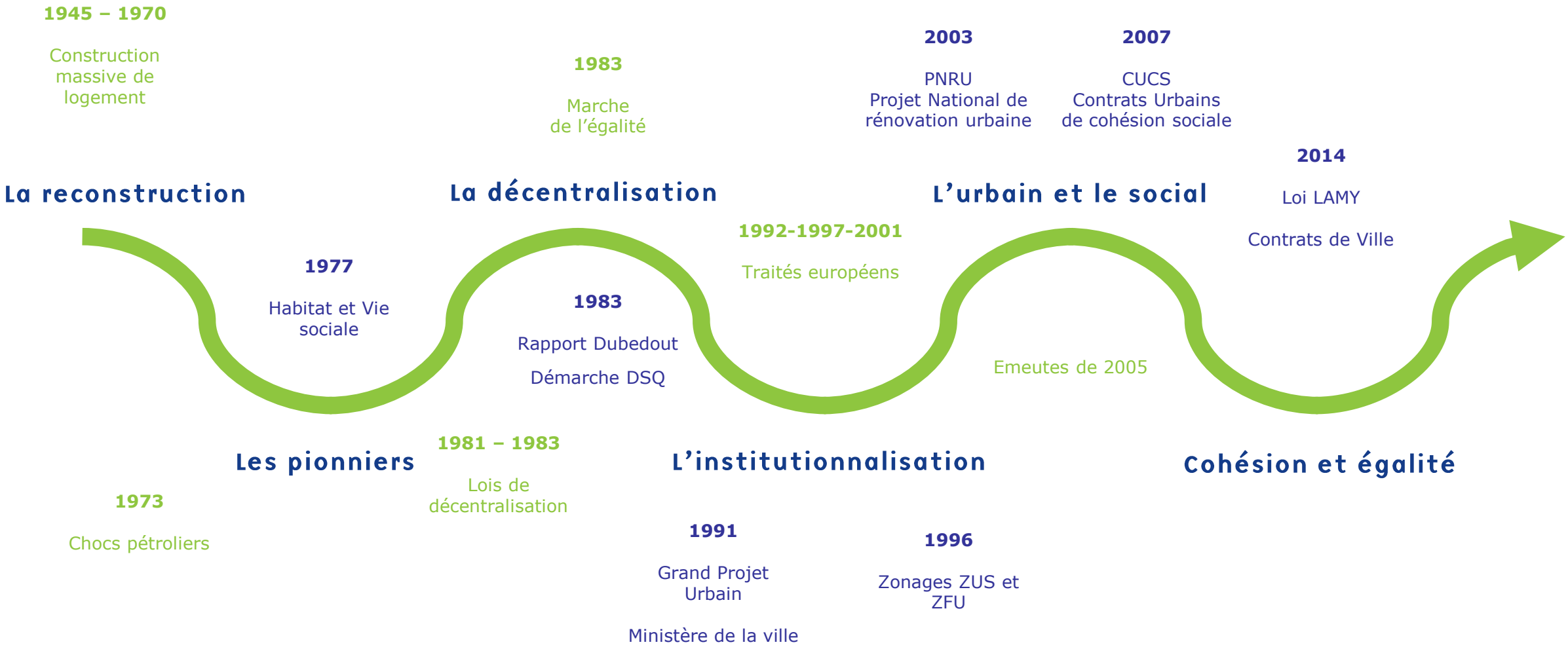
Saïd BECHROURI, COPAS
Morgane PETIT, IREV

Lieu :

Aquaterra, Hénin - Beaumont

Objectifs de l'introduction

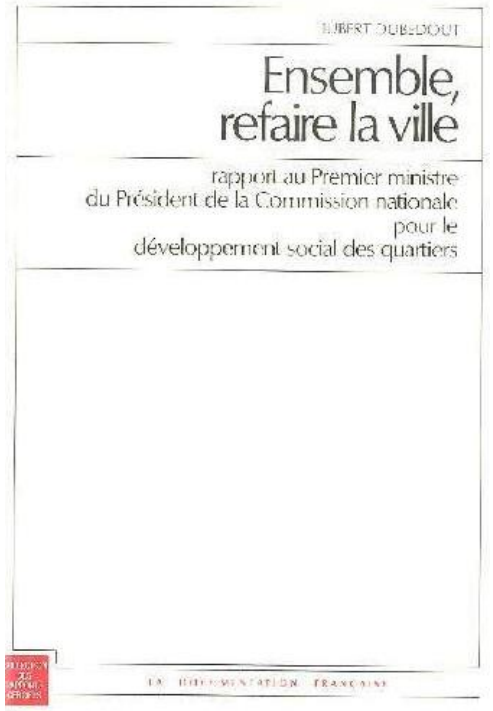
- ✓ Comprendre **les méthodes et les principes d'action** de la Politique de la Ville
- ✓ Fournir des repères et des clés de compréhension relatifs **aux territoires, à l'histoire et aux évolutions de la Politique de la Ville**
- ✓ Identifier les **enjeux de la Politique de la ville** et les impacts sur les territoires

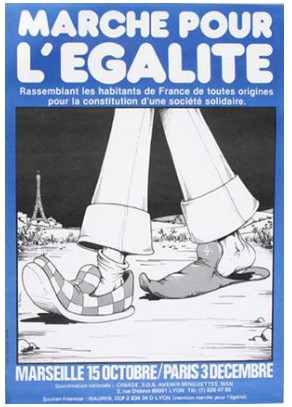

1945 – 1970
Construction massive de logement
La reconstruction
1973
Chocs pétroliers
1977
Habitat et Vie sociale
Les pionniers
1981 – 1983
Lois de décentralisation
1983
Marche de l'égalité
La décentralisation
1983
Rapport Dubedout
Démarche DSQ
1992-1997-2001
Traités européens
L'institutionnalisation
1991
Grand Projet Urbain
Ministère de la ville
1996
Zonages ZUS et ZFU
2003
PNRU
Projet National de rénovation urbaine
L'urbain et le social
2007
CUCS
Contrats Urbains de cohésion sociale
Emeutes de 2005
2014
Loi LAMY
Contrats de Ville
Cohésion et égalité

Bulletin municipal, Montreuil, 1961

Affiche publicitaire, DICOM-Ville de Lille

Capture du journal télévisé d'Antenne 2 du 14/09/1981 (INA)





Rapport Dubedout et affiches de la marche pour l'égalité

2003 : le PNRU

- ✓ Démolition/reconstruction à grande échelle dans les quartiers (10 ans de programme)
- ✓ Loi 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville
- ✓ La politique de la ville a pour objectifs de : « réduire des inégalités sociales et des écarts entre les territoires »
- ✓ Lancement du PNRU et création de l'ANRU

ANRU
Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

2006 : le volet cohésion sociale

- ✓ Elaboration d'un volet de cohésion sociale en réponse aux émeutes de 2005
- ✓ - Loi pour l'égalité des chances (2006) qui créée l'ACSé
- ✓ - Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) (jusqu'en 2014)

La Politique de la Ville en Région Hauts de France

Quartiers Politique de la Ville (QPV)

199 quartiers répartis sur 40 EPCI pour 43 contrats de ville signés en 2015.

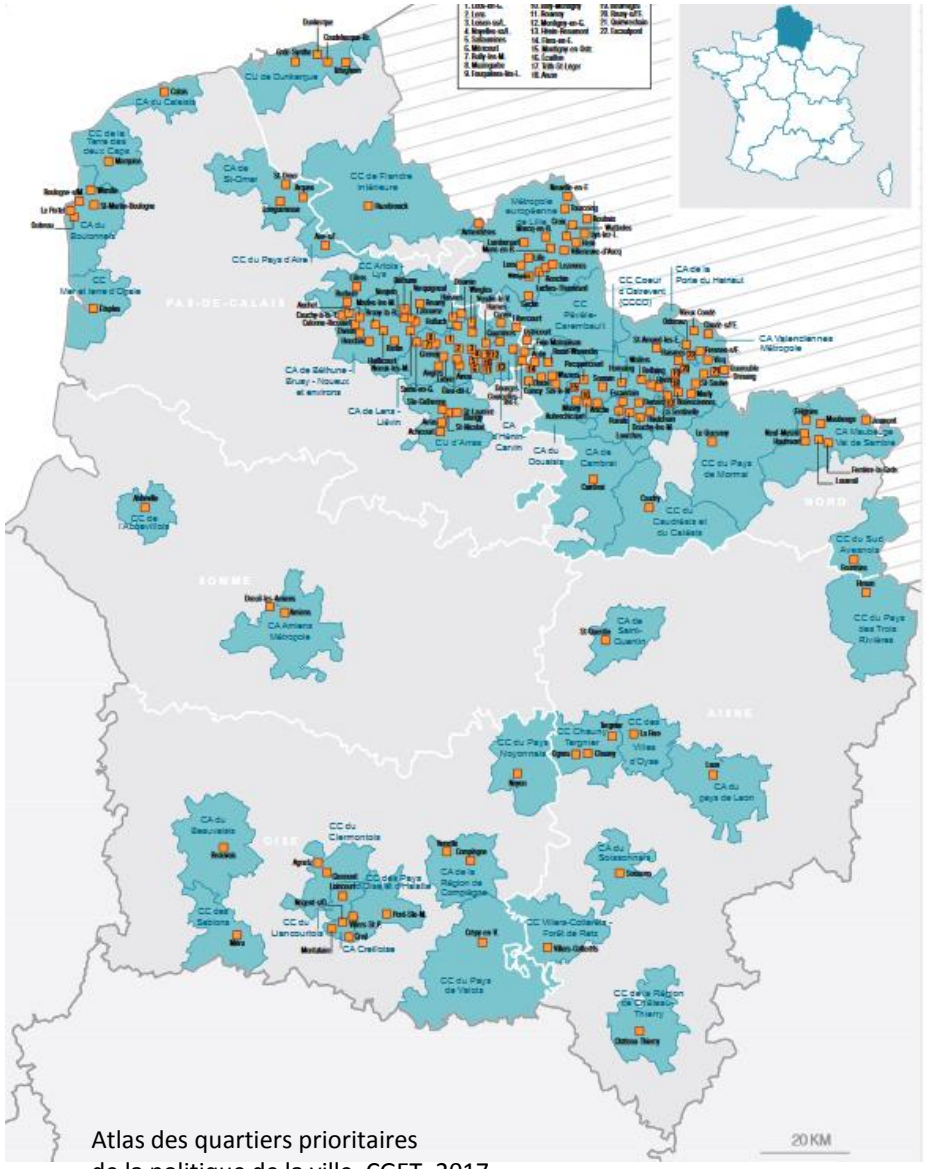
Projets de Renouvellement Urbain (PRU)

54 PRU dont des multi-sites : 57 quartiers concernés par le NPNRU

- 24 d'intérêt national
- 30 d'intérêt régional

ZFU - Territoires Entrepreneurs

- Avec les Contrats de ville, les « territoires entrepreneurs » remplacent les Zones Franches Urbaines jusqu'en 2020
- 13 Territoires entrepreneurs en région



Atlas des quartiers prioritaires
de la politique de la ville, CGET, 2017

Types d'habitat et spécificités locales

Habitat collectif moyen à Maubeuge

Grands ensembles à Loos

Habitat minier (corons) à Ostricourt

Cadre réglementaire issu de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21/02/2014

- ✓ Concentration des moyens financiers sur 1300 quartiers
- ✓ Un pilotage à l'agglomération
- ✓ Un contrat de ville « Unique » sur 6 ans
- ✓ Un Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain
- ✓ Remobilisation du droit commun
- ✓ **Participation citoyenne comme principe réaffirmé : création des conseils citoyens**

Un contrat de ville construit sur 4 piliers et 3 axes transversaux

✓ Les piliers

- Développement économique et emploi
- Cohésion sociale
- Cadre de vie et renouvellement urbain
- Egalité et citoyenneté

✓ Les axes transversaux

- Égalité femmes-hommes
- Lutte contre les discriminations
- Jeunesse

Légende photographique

Le Contrat de Ville

Le contrat de ville se compose de plusieurs sections pour comprendre l'environnement du quartier, les priorités d'actions communes et les moyens d'actions de chacun suivant ses compétences.

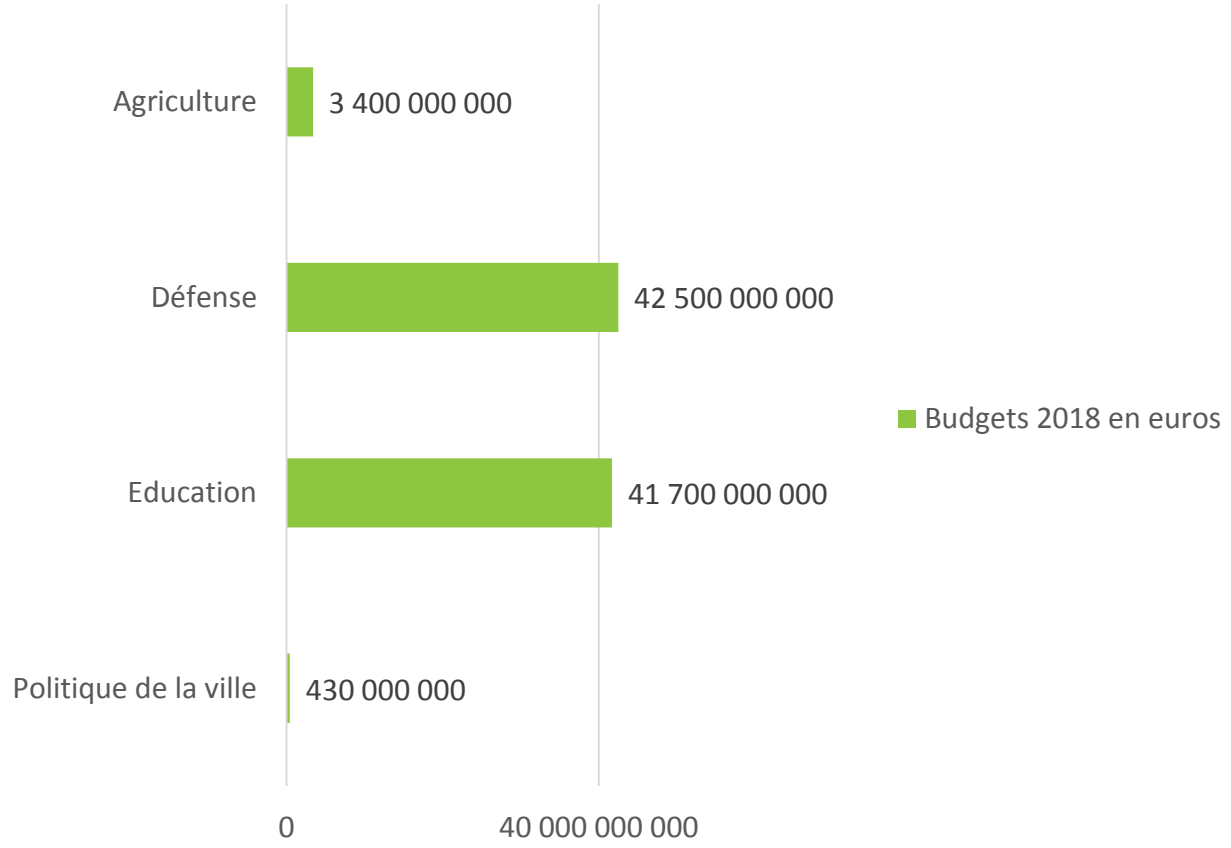
- ✓ 1- Quel quartier ? La géographie prioritaire
- ✓ 2- Qu'est ce qui s'y passe ? Le diagnostic de territoire
- ✓ 3- Qu'est-ce qu'on va y faire ? Des enjeux aux objectifs
- ✓ 4- Qui va le faire ? Les engagements des signataires

POUR L'ÉTAT

- 430 millions d'euros pour la politique de la ville, dans les 17 milliards d'euros attribués à la Cohésion des territoires. (hors exonérations fiscales)

- Une mobilisation interministérielle : Un budget résiduel mais une action concertée des grands ministères

- Un effet levier vers les collectivités :1€ Etat donné si 1€ de contrepartie



Mobiliser le droit commun dans un contexte de décentralisation

✓ Les compétences des collectivités

Des politiques sectorielles (santé, éducation, habitat, etc.) relevant des compétences de l'Etat et de tous les niveaux des collectivités locales

✓ Enjeu de la mobilisation du droit commun pour une politique intégrée

Objectif de mobiliser, sur les quartiers prioritaires, les moyens de droit commun humains et financiers, pour redonner aux crédits spécifiques leur effet levier.

Légende photographique

Ce qu'il faut retenir

✓ Une Finalité

Une politique de développement pour réduire les inégalités

✓ Des principes d'action

- Territorialisation
- Transversalité, « interministérialité »
- Partenariat et contractualisation

Les conseils citoyens dans tout ça ?

Ils sont instaurés par la Loi du 21 février 2014

- Article 1 : *« La politique de la Ville s'inscrit dans une démarche* ***de co-construction avec les habitants****, acteurs de la Ville »*

- Article 7 : ***« Mise en place de conseils citoyens sur chaque quartier prioritaire… »***

Ils sont confortés dans la loi égalité et citoyenneté 28 janvier 2017

- Art 153 : « Les conseils citoyens mentionnés à l'article 7 de la présente loi peuvent saisir le représentant de l'État dans le département des difficultés particulières rencontrées par les habitants ».

Les conseils citoyens dans tout ça ?

Le rôle des conseils citoyens

- Permettre la **co-construction des contrats de ville y compris dans leur dimension urbaine (PRU) et économique** : à toutes les étapes de la démarche (construction – mise en œuvre – bilans /évaluation).

- **Interpeller, saisir les services de l'Etat au niveau du département** sur des difficultés particulières rencontrées par les habitants dans le quartier.

- **Stimuler et appuyer les initiatives citoyennes** forcément de manière cohérente et complémentaire à l'existant et dans le cadre de la Politique de la Ville.

Ces différents rôles s'appuient à la fois sur l'expertise d'usage des conseillers et sur un travail d'observation, d'écoute, de dialogue, de formulation de proposition, de présence active aux instances de pilotage de la Politique de la Ville.

Les conseils citoyens dans tout ça ?

Le conseil citoyen dans son environnement

- Un lien privilégié avec la ville, l'agglomération ou la communauté de communes et les représentants de l'Etat (délégué du préfet notamment)
- **Un lien régulier avec les conseillers citoyens.**
- **Des liens avec les associations du quartier (en fonction des problématiques)**

Exemples : associations de parents d'élèves pour l'éducation, association de locataires pour le renouvellement urbain, centres sociaux sur la citoyenneté…

Un petit exercice pour terminer cette séquence

Que vous manque-t-il aujourd'hui pour jouer pleinement votre rôle de conseil citoyen ?

Sur votre quartier quels sont selon vous les enjeux à travailler de manière prioritaire ?